



● ● ● GROUPEMENT  
DES PROFESSIONS  
DE SERVICES

# Le baromètre économique des services en France

Février 2015

## Sommaire

Editorial .....	p. 3
L'indicateur avancé de l'emploi dans les services .....	p. 4
Les embauches dans les services .....	p. 5
Le chiffre d'affaires des services .....	p. 6
La valeur ajoutée des services .....	p. 7
L'enquête Banque de France sur le climat des affaires .....	p. 8
Les échanges extérieurs de services .....	p. 9

## Les chiffres clés des services

**45%** de la valeur ajoutée  
de l'économie française

**80%** des emplois à venir seront  
créés dans les services

**9,8** millions d'emplois  
en 2013

**50%** des entreprises  
créées

**1<sup>er</sup>** financeur  
de la protection sociale

**18** milliards d'euro  
Contribution positive des services à  
la balance commerciale de la France

**60%** de la valeur ajoutée  
du secteur marchand

**1,6** million  
d'entreprises



**Christian Nibourel**

*Président du GPS,  
Vice-Président de la CNS,  
Président d'Accenture  
France et Bénélux.*

## Entre morosité et frémissement

L'économie est affaire de chiffres et de psychologie. Le baromètre des services que publie le GPS pour la fin de l'année 2014 nous montre une nouvelle fois que ces deux composantes ne sont pas forcément concordantes.

Mesuré par les enquêtes de la Banque de France sur le climat des affaires, **l'état d'esprit des chefs d'entreprise demeure morose**. C'est incontestable. Le mois de décembre 2014 confirme la lente dégradation de leur moral au long de l'année écoulée. Il semble, compte tenu de cette ambiance, **peu probable d'assister à un redressement sensible des investissements** au cours du premier semestre de 2015.

Les chiffres en revanche nous livrent quelques **signaux faibles d'un retour possible à une meilleure conjoncture**. Examinons-les. Les décideurs des services anticipent une progression de leur activité en janvier 2015, les **recettes à l'exportation des services se sont maintenues à un niveau élevé** après une bonne année 2013. Relevons aussi que plusieurs indicateurs macro économiques laissent entrevoir un impact positif de l'augmentation de la demande extérieure adressée à la France, encouragée elle-même par la baisse de l'euro ou la chute des cours du pétrole. Enfin la **progression** de 2,3 % l'an passé du chiffre d'affaire des **services aux entreprises** est plutôt rassurante car elle peut faire l'effet d'une force d'entraînement pour les autres activités.

Les services souffrent de la crise, c'est certain, mais ils **résistent encore**. Et surtout ils demeurent les grands pourvoyeurs d'emploi dans notre pays. Pour s'en convaincre rappelons que **8 embauches sur 10 se sont faites dans nos métiers** au dernier trimestre 2014. Et trois secteurs représentent 80 % des embauches : les services aux entreprises, ceux qui s'adressent aux particuliers et l'hébergement/restauration. Des performances qui indiquent résolument que les services constituent **la meilleure clé de l'emploi** et de la croissance.

Il nous reste à exploiter ce **formidable potentiel**, en offrant aux services l'attention et la souplesse qui permettront leur développement et leur réussite au service du pays.

**Christian Nibourel**  
Président du GPS

## Indicateur avancé de l'emploi dans les services

Une orientation positive se dessinerait avec une légère progression de 0,6% en rythme annualisé en fin d'année. Le secteur marchand non agricole pour sa part a enregistré 27 000 suppressions nettes d'emplois, soit un recul de -0,2% par rapport à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2013.

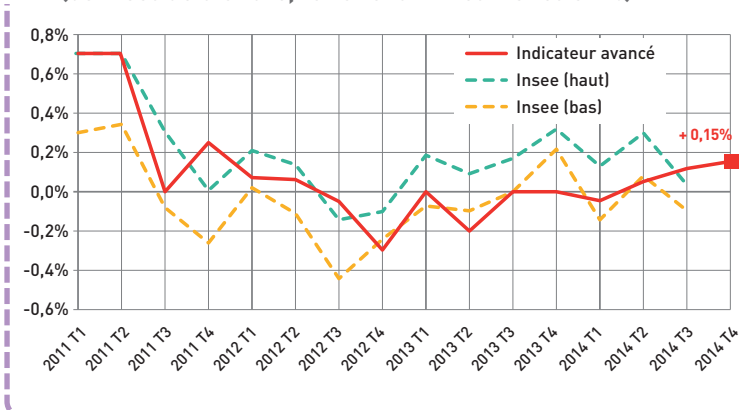
Au dernier trimestre 2014, une progression de +0,15% de l'emploi salarié dans les services semblait se préciser par rapport au trimestre précédent, ce qui représente 13 467 créations nettes d'emplois dans ce secteur. Pour rappel, la variation moyenne de l'emploi salarié dans le secteur des services est de +0,04% au cours des 3 premiers trimestres 2014.

Compte-tenu de cette évaluation, entre le T4 2013 et le T4 2014, l'emploi salarié dans la branche des services aura progressé de +0,4% soit une augmentation de 34 467 postes.

2014 pourrait ainsi se terminer sur une légère progression de l'emploi dans les services (+0,6% en rythme annualisé).

### Indicateur avancé de l'emploi : variations trimestrielles des effectifs salariés

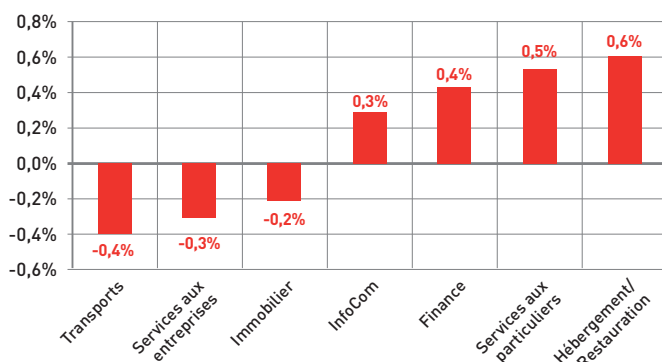
(données de branche, variations trimestrielles en %)



Sources : Cabinet G-CEC, Insee.

“ 2014 pourrait ainsi se terminer sur une légère progression de l'emploi dans les services. ”

### Variations de l'emploi salarié dans les secteurs des services au cours des 3 premiers trimestres 2014 (T3 2014/T4 2013, CVS)



Sources : Insee.

Toutes les activités de services aux entreprises perdent des emplois, à l'exception des activités dites de soutien<sup>1</sup> qui voient leurs effectifs salariés progresser de +1,6%. Le secteur des services aux entreprises est le plus gros employeur des services (2,940 millions de salariés au 3<sup>e</sup> trimestre 2014) et le second du secteur marchand (après le commerce avec près 3 millions de salariés à la même date).

Il faut noter que l'emploi salarié dans le secteur des transports a connu un recul marqué.

A l'autre extrémité des variations se situent l'hébergement/restauration et les services aux particuliers. La progression des effectifs de ces deux secteurs, les plus axés sur le consommateur, peut s'interpréter comme un signal de maintien de l'activité. On peut y voir une anticipation de la reprise de la consommation de la part de métiers très sensibles aux variations des dépenses des ménages.

<sup>1</sup> Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses.

# Les embauches dans les services

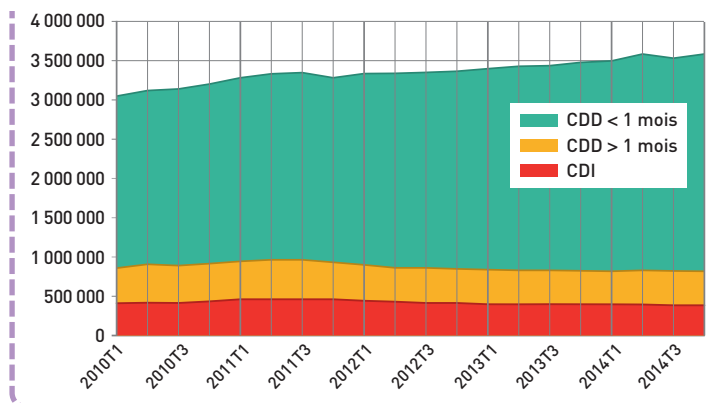
Au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, 8 embauches sur 10 ont eu lieu dans les services.

Les entreprises de services ont déclaré près de 3,6 millions d'embauches pour le 4<sup>e</sup> trimestre 2014, toutes durées confondues, soit une augmentation de +2% par rapport au trimestre précédent. Ce qui représente 80% des embauches réalisées dans le Secteur Marchand Non Agricole français sur cette période. Au cours des 4 dernières années, les déclarations trimestrielles d'embauches dans les services ont augmenté de 560 000 (T4 2014/T1 2010) soit une progression de +18,4%, du fait de l'accroissement de la part des embauches en CDD de moins d'un mois<sup>1</sup>. Ces derniers représentent en 2014 : 77% des embauches ; les CDI, 10,8% des contrats signés ; les CDD de plus d'un mois, 12,2%.

L'ensemble des embauches du SMNA pour le 4<sup>ème</sup> trimestre s'élève à 4,5 millions de contrats se répartissant en 3,6 millions dans les services, 551 000 dans le commerce, 197 000 dans l'industrie, 160 000 dans la construction.

Il faut noter que les services aux particuliers et l'InfoCom embauchent moins en CDI que les autres activités de services (respectivement 9,6% et 6,9%).

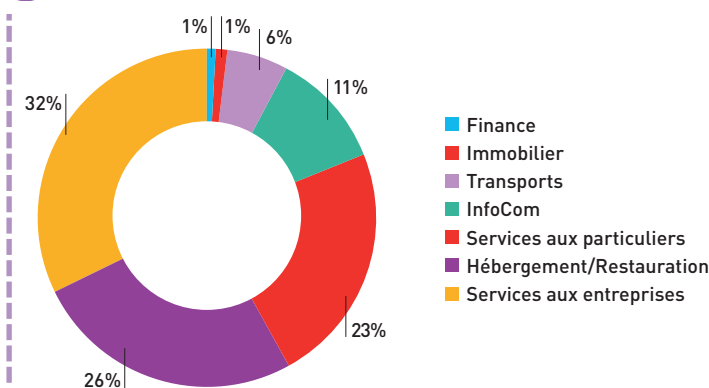
## Evolution des flux d'embauches bruts dans les services (CVS)



Source : Acooss.

“ *Emergence possible d'un modèle économique et social des services davantage fondé sur la flexibilité de l'emploi.* ”

## Répartition des embauches des services au 4<sup>e</sup> trimestre 2014 (CVS)



Source : Acooss.

Trois secteurs réalisent 81% des embauches : les services aux entreprises, les services aux particuliers et l'hébergement/restauration.

Au cours des 4 dernières années, la répartition des embauches entre tous les secteurs des services est restée stable.

## L'analyse de l'économiste

Le secteur des services a gardé le cap de la croissance (+2% entre T3 et T4 2014), même après la crise de 2008. Dans le même temps son taux de rotation augmente (34,5% entre T1 2010 et T2 2014)<sup>2</sup>. Ce qui laisse supposer l'émergence d'un modèle économique et social des services nécessitant davantage de flexibilité. Par ailleurs, la rigidité des contrats de travail, combinée à une conjoncture incertaine et très concurrentielle, pourrait également expliquer la crainte des entreprises à ne pas s'engager sur une plus longue durée.

<sup>1</sup> Entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2010 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2014, le taux de rotation (voir glossaire) de la main d'œuvre dans les entreprises du tertiaire de plus de 10 salariés (services incluant le commerce) a progressé de +34,5% (source Dares, données trimestrielles sur les mouvements de main d'œuvre).

<sup>2</sup> Le taux de rotation (voir glossaire) inclut le commerce mais ce secteur ne représente que 15,3% des embauches des services au 4<sup>e</sup> trimestre 2014, ce qui influence faiblement le taux de rotation des services.

# Le chiffre d'affaires des services

En 2014, une croissance au ralenti.

Le chiffre d'affaires des services a connu une croissance sur 12 mois de 0,6%. Elle a contribué à celle de l'emploi dans les services.

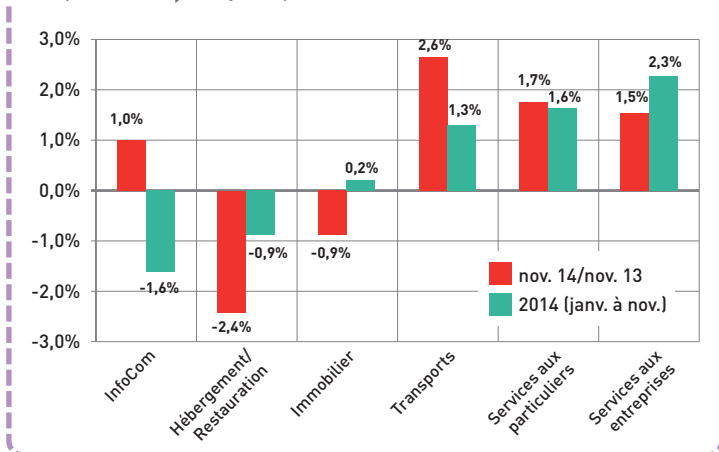
En novembre 2014 l'augmentation n'a été que de 0,1%, soit +0,5% depuis janvier dont 6 mois en recul (le dernier en octobre -0,2%). L'activité progresse donc au ralenti. Elle est impactée notamment par la modération de l'inflation<sup>1</sup>.

Le ralentissement du chiffre d'affaires en 2014 n'est pas seulement imputable à l'effet prix. Il a débuté au cours de l'année 2012 avec une inflation à 2%. La croissance mesurée sur 12 mois en août avait subi un coup de frein brutal (+0,5%, contre une moyenne mensuelle de +1,7% depuis le début de l'année). Le glissement annuel n'a dépassé la barre des +1% que 4 fois<sup>2</sup> au cours des 27 mois qui ont suivi ce mois d'août 2012.

Identifier des facteurs explicatifs précis à ce ralentissement tendanciel de l'activité est un exercice délicat. On peut avancer que la faiblesse de l'investissement du Secteur Marchand Non Agricole (SMNA) est un élément de la demande domestique susceptible d'impacter de nombreuses activités de services BtoB.

“ [...] Le ralentissement de l'activité pourrait être davantage un phénomène de demande que d'offre. ”

## Variations des indices de chiffre d'affaires des activités de services (en valeur, CVS/CJO)



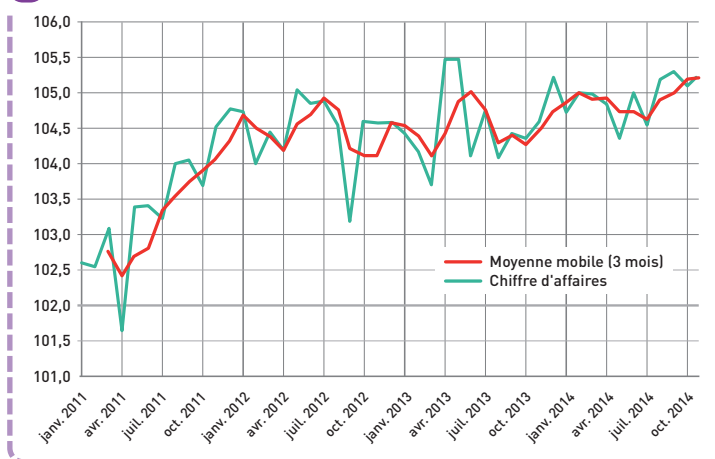
Source : Insee.

1 Le 14 janvier 2015, l'Insee a publié l'indice des prix à la consommation : +0,1% en 2014.

2 Avril (+1,25%) et septembre (+1,18%) 2013, mars (+1,24%) et août (+1,07%) 2014.

3 Au 3<sup>e</sup> trimestre 2014, en volume (source Insee, Comptes nationaux trimestriels).

## Evolution du chiffre d'affaires des services (Indice en valeur, 100=2010, CVS/CJO)



Source : Insee.

De même, les niveaux de chômage de plus en plus élevés dans cette période ont un impact négatif sur les activités de services dépendant de la consommation des ménages. Il en ressort que le ralentissement de l'activité pourrait être davantage un phénomène de demande que d'offre. Ce qui en retour pourrait contribuer à rabaisser les perspectives de croissance et donc l'investissement des entreprises. On peut craindre à terme, une inadéquation de l'offre aux conditions d'un retour de la demande.

Au cours des 11 premiers mois de 2014, deux activités de services connaissent un recul de leur chiffre d'affaires, l'information/communication et l'hébergement/restauration. Ce dernier secteur connaît également une contraction en glissement annuel de -2,4%. C'est la seule activité de services à passer en 2014 en dessous de son indice de référence de 2010 (99,8 en mars 2014, 100,4 en novembre). Son chiffre d'affaires ne progresse plus depuis 4 ans, ce qui est inquiétant car ce secteur est le 3<sup>e</sup> employeur des services en France.

L'information/communication est également susceptible d'afficher une mauvaise année, ce qui pourrait avoir un impact en 2015 sur la valeur ajoutée du secteur qui représente 12% de celle des services et 7,3% du SMNA<sup>3</sup>.

Un point rassurant : la nette progression des services aux entreprises en 2014 (+2,3%). La dynamique de ce secteur constitue régulièrement un marqueur de l'état de santé et des perspectives des services. L'année 2015 pourrait être celle du redémarrage des investissements, si la bonne orientation de l'activité se maintient. La force d'entraînement des services aux entreprises pourrait alors s'exprimer tant dans la demande adressée aux autres secteurs du SMNA que dans l'emploi.

# La valeur ajoutée des services

La croissance de la valeur ajoutée ralentit encore en 2014 mais pourrait repartir en 2015.

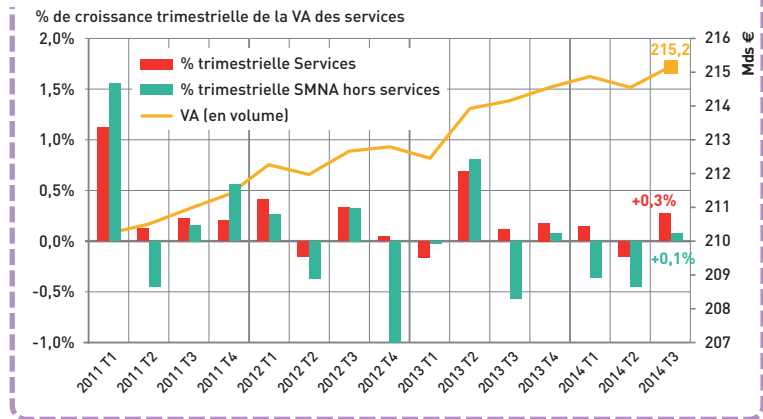
Au troisième trimestre 2014, la valeur ajoutée des services a progressé de +0,3% par rapport au trimestre précédent. Sur 12 mois le gain est de +0,63%. Pour l'année 2014, l'acquis de croissance<sup>1</sup> serait alors de 0,55% par rapport à 2013.

Cette croissance annuelle des services est en ralentissement, elle était de +2,53% en 2011 (année de reprise), +0,78% en 2012 et +0,64% en 2013.

Au cours des 15 derniers trimestres, le reste du secteur marchand non agricole n'a surperformé les services que trois fois (T1 2011, T4 2011 et T2 2013).

Certains indicateurs macroéconomiques<sup>2</sup> semblent laisser entrevoir une progression de l'activité en 2015. La demande extérieure adressée à la France<sup>3</sup> pourrait constituer un relais de croissance<sup>4</sup> bienvenu pour les services au regard du ralentissement tendanciel auquel ils font face depuis 3 ans.

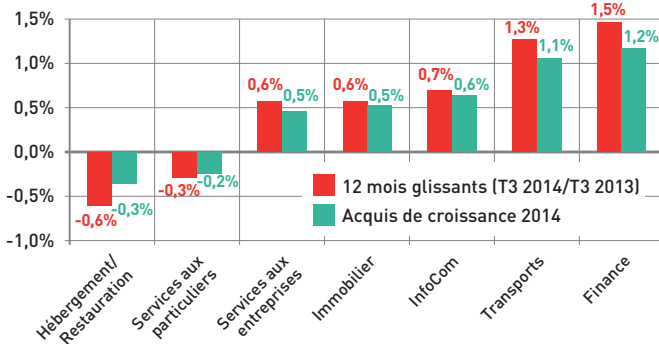
## Variations de la valeur ajoutée des services depuis 2011 (en volume, CVS/CJO)



Source : Insee, Comptes nationaux trimestriels.

“ Un relais de croissance bienvenu pour les services. [...] La demande extérieure pourrait constituer un relais. ”

## Variations de la valeur ajoutée des activités de services par branche (en volume, CVS/CJO)



Source : Insee, Comptes nationaux trimestriels. L'acquis de croissance reporté au 4<sup>e</sup> trimestre le volume de VA réalisé au 3<sup>e</sup> pour simuler le montant réalisé en 2014.

Les activités financières et de transports devraient être les seules à bénéficier d'une croissance supérieure en 2014 à la moyenne des services (+0,55 en acquis de croissance).

L'hébergement/restauration et les services aux particuliers, deux secteurs en recul sur 12 mois glissants pourraient connaître une amélioration en fin d'année en prenant l'hypothèse d'un T4 2014 identique au T3. Ce sont les seules activités de services à voir l'acquis de croissance supérieur à la croissance enregistrée entre le T3 2013 et le T4 2014. La consommation des ménages, susceptible de connaître une amélioration du fait de la modération des prix, serait un facteur d'amélioration de ces performances. Il faut préciser que la modération des prix s'est confirmée en 2014.

<sup>1</sup> Acquis de croissance : voir glossaire.

<sup>2</sup> Taux de change de l'euro, investissements directs étrangers (IDE), prix du pétrole, croissance des voisins européens (Royaume-Uni, Espagne, Allemagne, tous prévus au-delà de +1,5% de PIB en 2015).

<sup>3</sup> Que le CICE devrait encore renforcer pour les entreprises ayant fait le choix de l'affecter en tout ou partie à leur compétitivité prix.

<sup>4</sup> Notamment dans le cadre des IDE, les services étant le premier secteur de l'économie française à bénéficier des capitaux étrangers, selon une étude de la Direction Générale du Trésor d'avril 2014, portant sur les IDE 2013.

[http://www.tresor.economie.gouv.fr/9431\\_investissements-directs-et-rangers-ide-en-france-investissements-directs-francais-a-l-etranger](http://www.tresor.economie.gouv.fr/9431_investissements-directs-et-rangers-ide-en-france-investissements-directs-francais-a-l-etranger)

# L'enquête Banque de France sur le climat des affaires<sup>1</sup>

Le climat des affaires dans les services s'est dégradé en 2014.

Interrogées en décembre pour le dernier point de l'année, les entreprises de services ont confirmé la tendance à la dégradation qui a prévalu pendant toute l'année 2014.

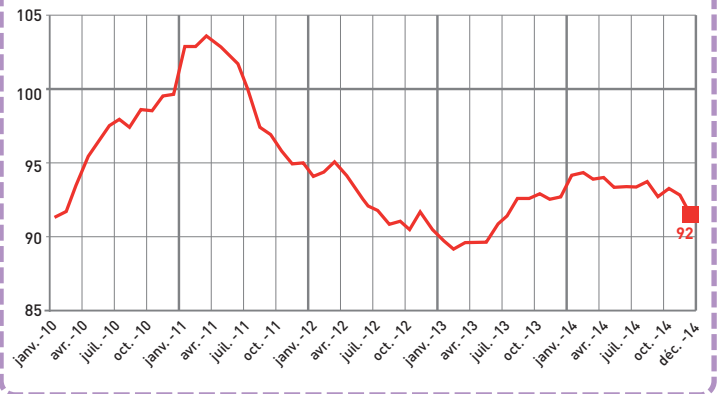
Des anticipations de demandes extérieures pourraient toutefois insuffler un peu d'optimisme.

Le climat des affaires rend compte du regard que portent les décideurs sur la conjoncture. Dans une certaine mesure, il constitue un bon indicateur de leur confiance dans l'avenir.

De ce point de vue, une augmentation nette des investissements au cours du premier trimestre 2015 est peu probable.

En décembre, l'indice du climat des affaires est revenu à son niveau de juillet 2013. Sa valeur moyenne de 2014 est toutefois supérieure à celle de 2013 (93 contre 91).

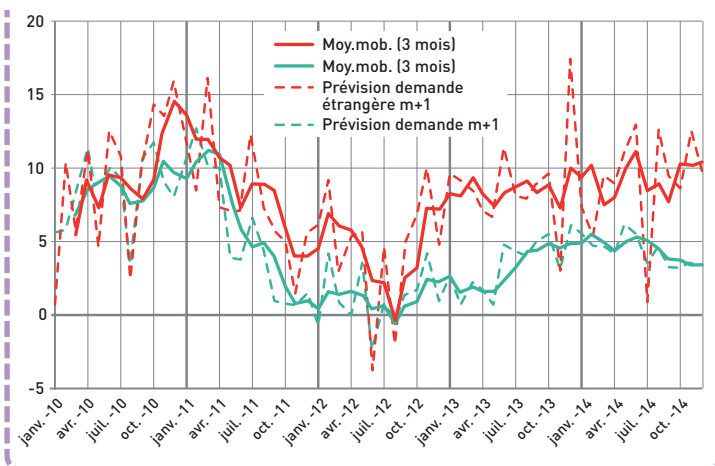
**Evolution du climat des affaires dans les services (indice, CVS)**



Source : Banque de France.

“ Il semble peu probable d'assister à un redressement des investissements au cours du premier trimestre 2015. ”

**Prévisions d'activité dans les services à m+1 (solde d'opinions, CVS)**



Source : Banque de France.

En décembre 2014, les décideurs des services anticipent une progression de l'activité en janvier 2015, malgré l'installation d'une tendance baissière dans la seconde moitié de l'année.

Les anticipations d'une hausse de la demande extérieure sont plus fortes que celles portant sur la demande intérieure et ce, depuis le dernier trimestre 2012.

A court terme, les réserves de croissance des services français semblent davantage provenir de l'exportation que du marché domestique. Ce phénomène peut encore s'amplifier si le recul de l'euro persiste.

La récente cascade de révisions à la baisse de la croissance 2015 en zone euro par les principales institutions économiques (FMI, BCE, Commission Européenne...) devrait également inciter certaines entreprises françaises de services à miser sur des gains de compétitivité offerts par la baisse de l'euro pour renforcer leur présence en dehors de la zone monétaire européenne.

<sup>1</sup> L'enquête Banque de France sur le climat des affaires est menée tous les mois auprès de 2 800 entreprises de services. Elle collecte leurs opinions sur l'activité passée et celle du mois à venir mais également sur leurs perceptions de l'évolution des prix et des effectifs ainsi que le niveau de leur trésorerie.



# Les échanges extérieurs de services

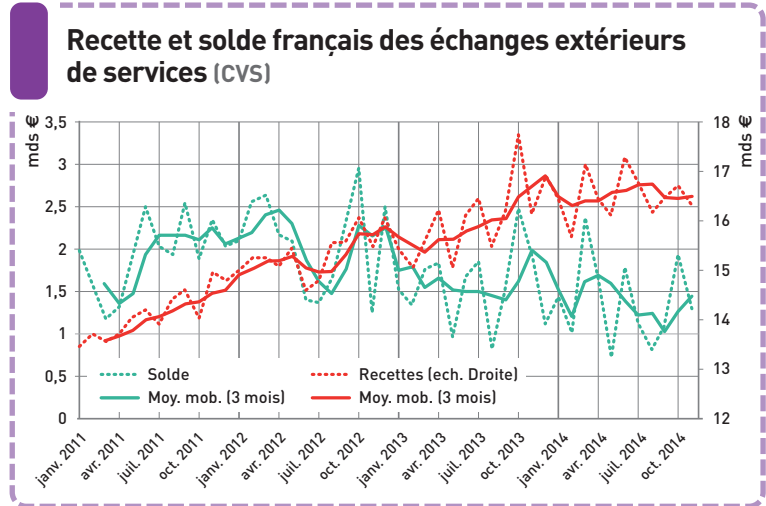
**Le tassement du solde sur l'année ne doit pas masquer la bonne performance globale de 15,3 milliards à fin novembre 2014.**

Au 30 novembre 2014, les échanges extérieurs de services sont excédentaires de +1,3 milliards d'euros pour le mois et de +15,3 milliards depuis le 1<sup>er</sup> janvier. En 2013, l'excédent avait été de +18,9 milliards d'euros, il semble difficile d'atteindre ce montant en 2014. Le solde moyen de l'année en cours (arrêté au mois de novembre) est de +1,4 milliards par mois tandis qu'il était de +1,6 milliards par mois en 2013. En revanche les recettes 2014 sont de 181,5 milliards d'euro à un mois de clôture de l'année. Ce qui laisse supposer un nouveau plus haut après celui de 2013 avec 192,4 milliards d'euros exportés. A noter que la moyenne 2014 s'établit à 16,5 milliards d'exportations mensuelles.

L'année record des exportations françaises de services reste 2012 avec un excédent annuel de +24,9 milliards d'euros et un solde mensuel moyen de 2,1 milliards d'euros.

Par ailleurs, le solde total des échanges de biens et de services est positif en novembre (+226 millions d'euros), ce qui n'était pas arrivé depuis octobre 2011 (+2,1 milliards d'euros) et novembre 2011 (+65 millions d'euros).

Depuis le début du dernier trimestre 2014, on observe le retournement de certains indicateurs en faveur des exportations françaises en général, les deux principaux étant le niveau de l'euro (en particulier vis-à-vis du dollar) et le prix du pétrole.



Source : Banque de France

modération de l'inflation et, pour certaines activités ciblées, les effets du CICE sur la compétitivité de l'offre France. Pour les services, le prix du pétrole peut représenter un atout à l'exportation principalement dans les activités de transports.

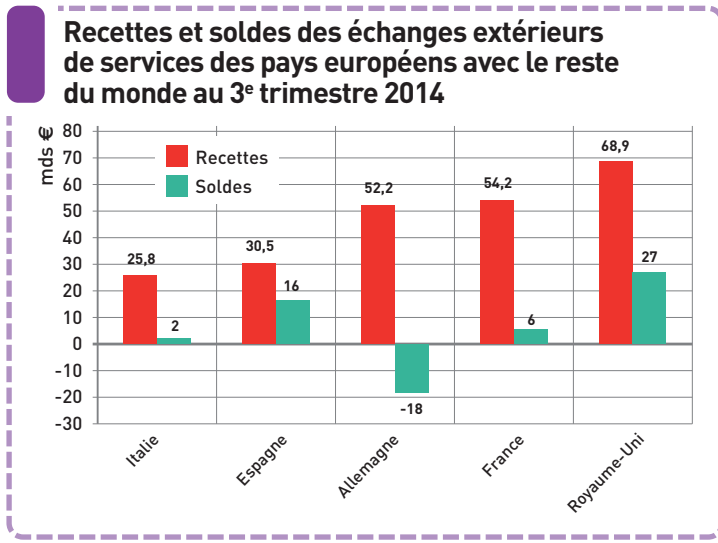
Le niveau actuel de l'euro renchérit nos investissements à l'étranger. Si ce niveau se maintenait en 2015<sup>2</sup>, les entreprises françaises pourraient privilégier l'exportation de services depuis la France plutôt que l'investissement direct à l'étranger (pour les secteurs pertinents : services aux entreprises, InfoCom...).

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2014, le taux d'excédent français<sup>3</sup> représente 10,7% du montant des exportations, ce qui correspond à la moyenne enregistrée depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (10,9%<sup>4</sup>). En revanche, la moyenne des trois premiers trimestres 2014 est en recul (8,1%), comme ce fut aussi le cas en 2013 (9,8%). Ce taux d'excédent est plus favorable au Royaume-Uni (37,6% depuis le T1 2010) et en Espagne (45,2%).

“ On observe le retournement de certains indicateurs en faveur des exportations françaises [...] ”

Ce critère de performance, permet de formuler deux remarques :

- La France est le 2<sup>ème</sup> exportateur de services européen après le Royaume Uni, et le 1<sup>er</sup> exportateur de la zone euro. Pourtant, son faible taux d'excédent indique une part importante d'importations dont il conviendrait d'analyser la composition pour envisager une alternative domestique.
- Le taux d'excédent français se contracte depuis 2013, ce phénomène était déjà manifeste en 2009, année de crise (8,7%). Il convient de surveiller de près l'évolution de ce ratio de performance au cours des premiers mois de 2015.



Sources : Eurostat

1 Source Banque de France  
 2 Voir si le recul s'étend à d'autres monnaies majeures, comme c'est le cas avec le franc suisse.  
 3 Taux d'excédent, excédent rapporté aux exportations (voir glossaire).  
 4 Ratios calculés sur données BdF (CVS).

## Glossaire

**Acquis de croissance** : Taux de croissance d'une variable entre l'année N-1 et l'année N que l'on obtiendrait si la variable demeurait jusqu'à la fin de l'année N au niveau du dernier trimestre connu.

**Branche (ou branche d'activité)** : Une branche regroupe des unités de production homogènes, c'est-à-dire qui fabriquent des produits ou rendent des services qui appartiennent au même item de la nomenclature d'activité économique considérée. Au contraire, un secteur regroupe uniquement des entreprises classées selon leur activité principale.

**CJO** : Corrigé des jours ouvrés.

**Code APE** : l'activité principale exercée (APE) est déterminée en fonction de la ventilation des différentes activités de l'entreprise. Comme la valeur ajoutée des différentes branches d'activité est souvent difficile à déterminer à partir des enquêtes statistiques, c'est la ventilation du chiffre d'affaires ou des effectifs selon les branches qui est utilisée comme critère de détermination.

**CVS** : Corrigé des variations saisonnières.

**IDE** : Investissement direct étranger

**Secteur** : Un secteur regroupe des entreprises classées selon leur activité principale, au regard de la nomenclature d'activité économique considérée (code APE).

**SMNA** : Secteur marchand non agricole, comprenant les entreprises privées de services, du commerce, de l'industrie et de la construction.

**Taux d'excédent** : Dans le cas du commerce extérieur, montant des excédents rapporté au total des exportations.

**Taux de rotation** : Part des mouvements d'entrée et de sortie de salariés dans l'effectif total de l'entreprise au cours d'une période donnée.

**Valeur** : donnée qui intègre la variation des prix sur la période considérée.

**Valeur ajoutée** : Solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

**Volume** : donnée qui n'intègre pas la variation des prix sur la période considérée.

Ouvrage édité par le Groupement  
des Professions de Services  
**Directrice de la publication** :  
Christelle Martin  
**Economiste** :  
Grégory Colin  
**Comité de rédaction** :  
Dominique Calmels, Grégory Colin,  
Christelle Martin.  
**Edition déléguée** : Louisiane - RCS  
Paris 518334818 - Tél. 01 56 08 36 60  
N° d'édition 001/2015  
ISBN : 978-2-918995-38-8  
Dépôt légal février 2015  
**Contact** : 01 53 59 17 28  
contact@gps.asso.fr

© GPS 2015 tous droits réservés



# Groupement des Professions de Services

Le Groupement des Professions de Services (GPS) est l'interprofession des services qui réunit, représente et défend les métiers des services. Il regroupe 26 fédérations de services et près de 23 grandes entreprises. Le secteur des services représente 9,8 millions d'emplois et 45% de la valeur ajoutée du pays.

Les services sont le moteur de la croissance et de l'emploi. Ils ont souhaité mieux s'organiser afin de prendre, dans la société civile, une place à la mesure de celle qu'ils occupent dans l'économie.

Ses thèmes d'action concernent en priorité la contribution du secteur des services à la croissance et à l'emploi, la formation, la valorisation des métiers de services, l'innovation, et la prise en compte des spécificités du secteur des services dans les politiques publiques.

Le GPS rassemble six secteurs d'activités :

- Services financiers : assurance, banque.
- Information et communication : poste, télécommunications, communication, programmation, traitement de données.
- Services spécialisés, scientifiques et techniques : conseil, formation, recrutement, services informatiques, ingénierie.
- Services administratifs et de soutien : transport, logistique, location de véhicules, travail temporaire et métiers de l'emploi, propreté, sécurité, foires et salons, relation client (centres d'appels, métiers de l'accueil).
- Services aux particuliers et aux personnes : hôtellerie, restauration traditionnelle et thématique, restauration rapide, tourisme, services aux personnes (au domicile ou sur lieu de travail), promotion et gestion immobilières, formation professionnelle, santé, loisirs.
- Services aux collectivités : services à l'énergie, distribution et assainissement de l'eau, collecte de déchets, parkings, transports en commun, restauration collective, autoroutes.

Le **Baromètre économique des services** est le premier outil dédié à l'évaluation de l'activité des services en France. Il présente **chaque trimestre** la situation du secteur des services marchands (hors commerce) à travers 6 indicateurs. **L'indicateur avancé de l'emploi** dans les services est un **indicateur exclusif**, qui permet de **disposer d'une estimation de l'emploi dans les services** dès la fin du trimestre écoulé.

